

LES INQUIETUDES SECURITAIRES DE L' ASEAN par Jean-Claude Courdy

Le forum annuel de l'ASEAN (Association des pays d'Asie du Sud Est) s'est réuni le 2 juillet à Djakarta.

Outre les dix pays membres de l'Organisation, quatorze autres nations ou regroupements sont associés à ce forum, parmi lesquels, les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Japon, l'Inde, mais aussi la Corée du Nord et pour la première fois cette année, le Pakistan.

Ce large rassemblement de divergences a été dominé par la menace terroriste dont les manifestations asiatiques comme l'attentat de Bali en octobre 2002 poussent les gouvernements de la région à rechercher une optimisation de leurs moyens, faibles il est vrai, et à enclencher un mécanisme commun de résolution des conflits. Pas question pour autant de les traiter tous sur la place publique. Des pays comme l'Indonésie, la Birmanie ou la Chine ne souhaitent pas internationaliser ce qui relève chez eux de conflits ethniques ou religieux qu'ils estiment être du domaine de leur compétence nationale.

Depuis sa création, l'ASEAN a toujours eu pour règle de ne jamais s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats- Membres. Ce fut le cas naguère pour l'Indonésie avec l'affaire de Timor-Est ou pour la Birmanie avec les atteintes caractérisées des militaires aux droits de l'homme dans leurs minorités ethniques. Dès lors, il a été facile pour beaucoup de se prémunir contre l'ingérence extérieure en s'abritant derrière la paravent d'une compétence nationale exclusive. Mais la dimension internationale des problèmes posés par l'afflux de réfugiés birmans en Thaïlande ou par des attentats sanglants affectant la communauté internationale comme les nationaux en Indonésie, aux Philippines ou au Pakistan, exigent de la part des pays concernés un minimum de concertation.

Aussi, a-t-on admis implicitement au forum de Djakarta, que la Sécurité était une affaire collective sans toutefois aller jusqu'à des mesures précises à l'exception de la piraterie maritime: il s'agit de l'un des fléaux les plus anciens de la région qui depuis le début du 21ème siècle, a pris des dimensions catastrophiques dans les détroits les plus stratégiques de la route du pétrole en provenance du Moyen-Orient. L'inquiétude est grande dans le détroit de Malacca où transitent les pétroliers de moyen tonnage et dans le détroit de Torres où passent les plus gros tankers chargés de fioul, à destination de la Chine, Taïwan, le Japon et la Corée.

La création par l'Indonésie, la Malaisie et Singapour d'une force d'intervention spéciale avec un appui logistique américain, proposé par Colin Powell, ne signifie pas que l'on veuille créer en Asie une sécurité collective, à plus forte raison lorsqu'on pense qu'un tel système de défense serait en tout état de cause, entre les mains des Américains. A Djakarta, Colin Powell a été aimablement prévenu qu'il n'était pas question de donner à G.W. Bush une carte blanche pour régenter militairement cette partie du monde. Le projet de mise en place d'une coopération asiatique dans le domaine de la sécurité présenté par les ministres des Affaires Etrangères devrait être adopté au sommet régional prévu à Vientiane en novembre 2004. Cet accord n'aura pas non plus valeur de traité et ne sera appliqué qu'en fonction de la réalité d'une menace précise. Pour stratégiques que soient ses enjeux, la menace des pirates de la mer ne représente qu'un volet minime, comparé à la menace d'Al Quaeda et de ses séides comme la Jemaah Islamiyah, à l'origine de l'attentat de Bali.

Le terrorisme islamiste devient une préoccupation prioritaire de tous les gouvernements asiatiques, plus marquée dans les pays alliés de l'Amérique qui ont envoyé des troupes en Irak, mais se présente dans d'autres pays sous forme de réseaux dormants dont on connaît l'existence mais sur lesquels les informations filtrent au compte-goutte. Ainsi la Thaïlande occupée dans sa partie nord par la chasse aux trafiquants de drogue, est accaparée au sud par des réseaux qui fomenteraient une insécurité sporadique dans les régions frontalières de la Malaisie où quelques destinations touristiques comme Phuket ont déjà été prises pour cibles. Ce terrorisme est imputé aux éléments de la Jemaah Islamiyah, déjà mise en cause à Bali. En Indonésie, le risque terroriste dicte au nouveau président élu, le général Yudhoyono, une politique sécuritaire qui devient la première priorité de son mandat. La Malaisie est évidemment concernée par le risque terroriste à sa frontière nord avec la Thaïlande et sud avec Singapour qui a fait l'objet de menaces non déguisées. Le Cambodge lui-même, aux prises avec une pauvreté endémique, une série de rackets sur ses richesses naturelles, un gouvernement affaibli par ses divisions internes, pourrait se trouver pris dans la tourmente terroriste à partir du petit noyau musulman situé en pays Cham, à quelques kilomètres de Phnom Penh. Depuis déjà plusieurs années, l'argent d'Arabie Saoudite y construit des mosquées et des écoles coraniques qui répandent l'idéologie wahabite, la plus radicale de l'Islam.

L'ASEAN point de rencontre des pays sinisés, indianisés et islamisés est loin d'avoir atteint le stade organisationnel à partir duquel pourraient être élaborées des politiques communes. C'est cette impossibilité à structurer cet ensemble qui rend la région Asie-Pacifique d'autant plus perméable à tous les radicalismes que sa vulnérabilité au risque terroriste est aggravée par une désagrégation du tissu social traditionnel dans les pays les moins développés.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net